



Une note d'orientation de l'étude de faisabilité de l'Offensive régionale pour la promotion du lait local en Afrique de l'Ouest a été produite par la CEDEAO en avril 2017. Cette note va être présentée, examinée et validée par la Task Force à Saly Portudal, Sénégal, le 19 octobre 2017. Cette note présente le contexte général de l'offensive régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest, les enjeux du secteur laitier ouest africain, les défis et opportunités des chaînes de valeur du lait local, ainsi que les orientations de l'offensive régionale pour la promotion du lait local : les axes prioritaires d'intervention, les résultats attendus, les parties prenantes, le cadre institutionnel et les principales étapes du processus de formulation de l'Offensive.

Cette note est bien construite, étayée par des données (facts and figures) et est globalement très pertinente. L'Iram, Karkara et le projet Nariindu 2 supportent pleinement cette note et plus généralement l'Offensive lait.

Le présent document vise, en exploitant plusieurs travaux récents de l'Iram, à :

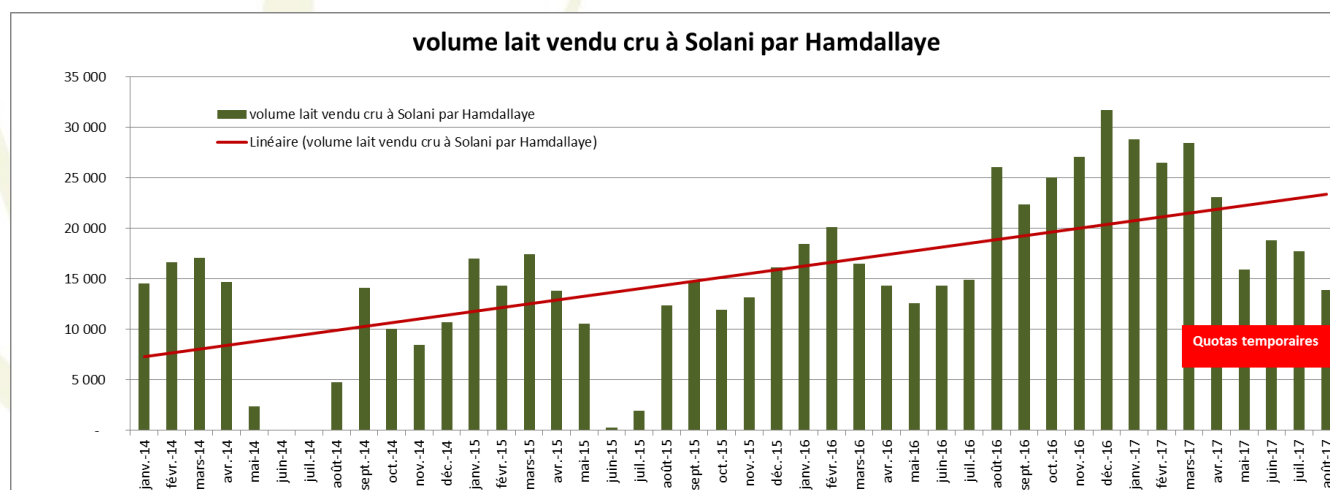
- Apporter quelques éléments complémentaires d'analyse afin d'étayer d'avantage l'argumentaire de l'Offensive lait ;
- Souligner deux éléments nouveaux qui constituent des évolutions majeures des filières lait local et qui devraient être davantage pris en considération par l'Offensive lait ;
- Poser trois questions sur les orientations de l'Offensive lait.

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

N°14C : S'il est probablement exact que dans les pays sahéliens la production locale couvre les besoins à hauteur d'au moins 50 à 80 %, ce taux de couverture est bien plus faible dans les capitales sahéliennes. A titre d'exemple, à Bamako ou à Niamey l'essentiel, disons entre 80 et 90%, des produits laitiers consommés sont issus de poudre de lait importée. Certes le cheptel sahélien est énorme, mais au Mali le lait de collecte contrôlé ne représenterait ainsi qu'environ 1,5% du disponible laitier théorique de ce cheptel.

N°14C : En effet des importations massives de poudre de lait ont lieu. Dans certains cas, les importations non déclarées, et donc non taxées, seraient d'ailleurs peut-être plus importantes que les importations légales. Le taux effectif de taxation de la poudre de lait serait ainsi inférieur au 5% du TEC. Par ailleurs on trouve de plus en plus sur le marché de la poudre *low cost*, c'est-à-dire dégraissée puis rengaissée à l'huile végétale, voire de la poudre périmée et ré-étiquetée lors de l'importation.

N°18 : En effet la production laitière est très saisonnière. De plus dans certains bassins laitiers du Sahel (cas de Bamako, Sikasso, Niamey) les courbes d'offre et de demande en lait varient parfois en sens inverse. Les industriels sont ainsi confrontés à des « périodes paradoxales » : le maximum de production laitière ayant lieu lorsque la demande de marché est moindre et le minimum de production laitière ayant lieu lorsque la demande du marché est la plus élevée. Cette saisonnalité n'est pourtant pas une fatalité et les éleveurs parviennent progressivement à lisser leur production, sans pour autant nécessairement passer à un mode de production très intensif. Cf. le graphe ci-dessous montrant l'augmentation et le lissage (moindre saisonnalité) de la collecte du centre d'Hamdallaye au Niger.





N°18 : Certes les vaches locales produisent peu de lait par jour. Cependant les industriels soulignent la qualité physico-chimique et organoleptique du lait de races locales. D'ailleurs ce lait riche et épais, lorsqu'il est écrémé, deviens alors compétitif face à la poudre importée, la crème étant valorisée dans d'autres produits (beurre, beurre clarifié, crème fraîche).

N°22B : A noter que les mini laiteries semblent souvent stagner à 100 à 200l/j.

N°23 : On peut aussi souligner l'existence d'un partenariat entre Mali Lait (qui achète quotidiennement entre 8.000 et 12.000 litres de lait cru /jour) et plusieurs centres de collecte du réseau FENALAIT. Mali Lait met ainsi sur le marché plusieurs produits 100% lait local.

N°26 : On blâme souvent la non-compétitivité du lait local face à la poudre importée. Or cette analyse devrait être nuancée. Au Mali par exemple, s'il est vrai que le lait local est non compétitif face à de la poudre en vrac ou à de la poudre low-cost (dégraissée, voire périmée), le lait local est tout à fait compétitif, en termes de prix, face au sachet de Nido de 20g qui est pourtant partout présent dans les rues. De même si l'on valorise vraiment les qualités du lait local épais et gras à certaines saisons, qu'il est écrémé, on obtient alors une crème de qualité (donc valorisable) et un lait écrémé qui peut tout à fait être transformé en laits caillés, en substitution ou en complément de poudre.

N°26 : La note sur l'Offensive lait mentionne à très juste titre les campagnes continues de promotion des produits à base de poudre (campagnes Nestlé en particulier). Mais aucune référence n'est faite à la nécessité d'une campagne massive de promotion des produits à base de lait local. Quid d'une grande campagne publicitaire de promotion des produits à base de lait local ? Campagne qui devrait valoriser les terroirs locaux, au lieu de mettre en avant une vache Holstein, un moulin hollandais ou une ferme normande comme il est fait par les marques nationales. Cf. à ce titre la photo de droite : pot de crème fraîche 100% lait local du Mali valorisant des symboles de terroirs européens !



DEUX ELEMENTS NOUVEAUX QUI CHANGENT RADICALEMENT LA CONFIGURATION DES FILIERES LAIT LOCAL

Dans certains bassins laitiers, l'offre en lait local est maintenant largement disponible, déplaçant ainsi le goulot d'étranglement à l'aval de la filière

Deux travaux récents de l'Iram au Mali (bassins laitiers de Bamako et Sikasso) et au Niger (bassin laitier de Niamey) pointent une évolution majeure de la filière lait locale. Alors qu'il y a une dizaine d'année les industriels laitiers peinaient à s'approvisionner en lait local, au point d'envisager de se lancer eux-mêmes dans la production laitière, la situation est aujourd'hui inversée, **les éleveurs peinant à trouver un débouché pour leur lait**.

L'amont de la filière s'est en effet développé et structuré : amélioration des pratiques d'élevage (soins, alimentation), reconnaissance accrue de la valeur commerciale du lait cru par les éleveurs, développement de réseaux de collecteurs de lait (à vélo, moto, voiture), développement de centres de collecte, etc. A titres d'exemples le centre de collecte d'Hamdallaye au Niger a vu sa collecte progressée de 600% en 6 ans, et le réseau FENALAIT au Mali de 670% en 10 ans.

A l'inverse les industriels ne semblent pas s'être adaptés aussi vite à ce nouveau contexte. La majorité des industriels restent concentrés sur la poudre de lait, même si certains ont également augmenté leurs achats locaux (+83% en 4 ans pour la Solani au Niger par exemple).



Ainsi, dans certains bassins laitiers, le goulot d'étranglement s'est maintenant déplacé à l'aval de la filière, au niveau des industriels et des revendeurs. D'avantages d'efforts doivent donc dorénavant être concentrés sur ces niveaux aval au risque que la dynamique engagée à l'amont ne se ralentisse faute de débouchés.

Un nouvel acteur essentiel : les centres de collecte paysans multi-services

Les filières lait locales se sont par le passé surtout structurées autour de trois pôles : la transformation artisanale, les petites unités de transformation (mini laiteries) et les grandes unités industrielles de production.

Or un nouveau type d'acteur intermédiaire est apparu dans plusieurs pays (Niger et Mali notamment) : les centres de collecte paysans multi-services. Cet acteur s'inscrit véritablement dans **une logique de développement de chaîne de valeur**. Il ne vise pas à prendre la place d'un acteur existant (les mini-laiteries ou les industriels), mais à faire le lien entre les acteurs, et en particulier entre les éleveurs et les industriels. Partout où de tels stratégies de centres de collecte ont été adoptées au Mali et au Niger, la filière lait local s'est rapidement structurée et développée. Des centres de collecte gèrent en effet facilement 1.000l à 2.000l/j de lait cru, c'est-à-dire la production de plusieurs centaines d'éleveurs (voire d'un millier d'éleveurs) (Cf. la photo de droite : centre de Kollo au Niger qui gère jusqu'à 1.600l/j au maximum). Une étude récente de l'Iram au Mali indique qu'alors que les mini-laiteries semblent stagner avec des capacités de 100 à 200l/j, voire à régresser, les centres de collecte affichent des taux de croissance de leur collecte et chiffre d'affaire à 2 voire à 3 chiffres.



La promotion de tels centres de collecte offre donc une opportunité unique pour développer et structurer les filières lait local. Pour autant, il n'y a pas de modèle unique, et le modèle d'unité laitière (mini-laiterie, centre de collecte, semi-industriel, industriel) doit être réfléchi au cas par cas selon le contexte local, et en particulier selon le marché exploitable par l'unité laitière.

TROIS QUESTIONS A L'OFFENSIVE REGIONALE POUR LA PROMOTION DU LAIT LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

Quelle place pour les femmes dans la nouvelle configuration de filière lait local ? et dans l'Offensive lait ?

Les femmes, en particulier peules mais pas seulement, sont traditionnellement très impliquées dans les filières lait local au Sahel. Elles en tirent des revenus importants et réguliers, de même qu'une certaine autonomie financière.

Elles sont donc les premières concernées par les évolutions des filières lait local. Or le développement des filières lait local présentent à la fois des opportunités et des menaces pour ces femmes. En particulier le risque d'être marginalisées, voire évincées de ces filières est réel.

Certes le défi de mieux sécuriser l'emploi et la place des femmes dans la filière lait local est mentionné dans la note (N°28d), mais cette préoccupation semble ensuite absente des objectifs, axes d'intervention, résultats attendus ou partie prenantes impliquées.



Quelle est donc la place des femmes (éleveuses, transformatrices, commerçantes, etc.) dans l'Offensive lait et dans la nouvelle configuration de filière ?

Notre conviction est que les femmes doivent conserver une place essentielle dans la nouvelle configuration de filière, mais que cela nécessite des appuis sur mesure. Sinon elles risquent d'être marginalisées.

Quelle place donner à l'insémination artificielle ? et quel équilibre entre actions à l'amont et à l'aval de la filière ?

La sélection et l'amélioration génétique des races bovines sont mentionnés comme l'une des priorités de l'axe 1 de l'Offensive (N°34). Si la sélection est certainement utile, il semble qu'actuellement plusieurs pays, en particulier le Mali et le Sénégal, accordent une attention démesurée à l'insémination artificielle avec des semences exotiques. Des programmes ambitieux sont actuellement mis en œuvre, mais qui ne répondent que très partiellement aux enjeux de la filière lait local. Or l'insémination est loin de constituer une panacée. A ce stade l'insémination ne saurait s'adresser qu'à une infime proportion d'éleveurs péri-urbains intensifs et ne constitue pas une solution viable pour la majorité des pasteurs et agro-pasteurs (difficile à mettre en place, coût élevé d'entretien des animaux, etc). Par ailleurs il y a également un risque de dilution du potentiel génétique endogène, alors que les races locales produisent justement un lait aux qualités physicochimiques et organoleptiques reconnues des industriels. Quels poids respectifs l'Offensive entend-elle donner à la sélection (de races locales) et à l'insémination (de races exotiques) ?

Par ailleurs le biais en faveur de l'insémination dans certains pays témoigne en réalité d'un biais plus général en faveur des préoccupations de l'amont de la filière, aux dépens d'une trop faible prise en compte de l'aval et du marché. Combien de politiques nationales ou de projets de développement de la filière lait allouent-ils encore la grosse majorité de leurs budgets à l'amont de la production, n'accordant qu'un maigre budget à l'aval et seulement dans un second temps. De nombreuses expériences montrent que les éleveurs sont en réalité maintenant très à même de répondre aux signaux du marché (produire plus) si les débouchés sont assurés. Quel poids respectif l'Offensive lait entend-elle donner à l'axe 1 et à l'axe 2 ?

Notre conviction est que dans certains bassins laitiers (Bamako et Niamey notamment) d'avantage d'attention doit dorénavant être apportée aux maillons avals (centre de collecte, industriels et revendeurs), sans pour autant abandonner l'amont bien sûr. Dans ces bassins les éleveurs répondent en effet très bien aux signaux du marché.

Quelle place pour les ranchs d'élevage et les fermes ?

La note sur l'Offensive lait mentionne comme l'un des défis le choix des systèmes d'élevage à promouvoir, incluant des systèmes intensifs basés sur la création de fermes ou de ranch d'élevage (N°28a). Or là aussi il semble qu'il faille se questionner sur la véritable rentabilité et viabilité, attestée par des chiffres, de ces systèmes d'élevage au Sahel. Peu d'études corroborent la viabilité économique, mais aussi environnementale et sociale, de ces types d'élevage au Sahel. A l'inverse de nombreuses études attestent, chiffres à l'appui, de la rentabilité et viabilité des systèmes pastoraux et agro-pastoraux. Ces systèmes démontrent par ailleurs une grande réactivité aux signes du marché du lait en développant des noyaux laitiers péri-urbains articulés aux troupeaux transhumants.

De plus il existe déjà des cas au Mali, dans un contexte où le goulot d'étranglement est déplacé à l'aval, où une seule ferme intensive arrive à saturer le marché du lait, et donc à exclure des dizaines, voire centaines, de pasteurs et agro-pasteurs de ce marché. Rappelons qu'une ferme intensive de 10 vaches laitières sélectionnées, peut produire autant que 150 vaches locales.

Quelle place l'Offensive lait entend-elle donner à ces ranchs d'élevage ? Ne faudrait-il pas en priorité accompagner l'intégration des pasteurs et agro-pasteurs dans les filières lait locales ?

Notre conviction est que le développement de filière lait local ne nécessite pas la mise en place de fermes intensives ou de ranchs, mais peut reposer sur les pasteurs et agro-pasteurs qui spécialisent un noyau laitier, souvent articulé à un troupeau transhumant. Un tel modèle présente des avantages sociaux, économiques et environnementaux.



LE PROJET NARIINDU 2 CONTRIBUE A L'OFFENSIVE REGIONALE POUR LA PROMOTION DU LAIT LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le projet Nariindu 2 (2017-2020) mis en œuvre par l'Iram et Karkara fait suite aux projets PSEAU, Nariindu et Lait NEC+. Nariindu 2 se retrouve pleinement dans l'Offensive lait. L'objectif global de Nariindu 2 est de développer durablement la filière lait périurbaine de Niamey, Niger.

Les objectifs spécifiques de Nariindu 2 sont :

- Renforcer les services aux producteurs et assurer la vente de leur lait aux centres de collecte ;
- Renforcer les centres de collectes comme des acteurs fiables et pérennes de la filière lait en périphérie de Niamey ;
- Renforcer le partenariat des centres de collecte avec la laiterie SOLANI pour développer une gamme de produits « 100% locaux » ;
- Promouvoir la gestion concertée de la filière lait en périphérie de Niamey et mobiliser les pouvoirs publics.

Les activités de Nariindu 2 vont directement contribuer à l'attente des objectifs de l'Offensive lait. Le tableau ci-dessous résume en quoi Nariindu 2 peut contribuer à l'Offensive lait.

Objectifs de l'Offensive lait local	Contribution de Nariindu 2 à l'initiative lait local
Augmenter de façon substantielle la production locale du lait frais en améliorant la productivité du cheptel	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en place de mécanismes lait contre intrants au niveau de trois centres de collecte (boutique aliment bétail, fonds de roulement) ■ Appui-conseil et formation aux éleveurs sur les pratiques d'élevage (soins, alimentation, hygiène de traite) en lien avec le projet DIRRECT (Karkara/VSF-B) ■ Appuis spécifiques aux femmes dans la filière (éleveuses, transformatrices) ■ Mise en place de conseil de gestion aux éleveurs/éleveuses en lien avec le Réseau des chambres d'agriculture du Niger
Améliorer l'approvisionnement de l'industrie laitière régionale au moyen de la collecte d'au moins 25 % de la production régionale de lait local à l'horizon 2025	<ul style="list-style-type: none"> ■ Appui aux deux centres de collecte existants (Hamdallaye et Kollo) pour augmenter et lisser leur collecte (moindre saisonnalité) ■ Mise en place d'un troisième centre de collecte à Namaro (1h de Niamey) ■ Appuis aux collecteurs privés qui approvisionnent les centres ■ Appuis à la concertation et à la contractualisation entre les centres de collecte et l'industrie laitière (Solani en particulier) ■ Appuis à Solani dans le développement de produits laitiers 100% lait local et ainsi augmenter ses achats de lait local (envoie un signal fort aux éleveurs)
Promouvoir un environnement incitatif au développement des chaînes de valeur du lait local	<ul style="list-style-type: none"> ■ Appuis à la concertation locale (communes) pour une meilleure articulation filière-territoire ■ Appuis à la concertation sectorielle au travers de la Plateforme innovation lait – Niamey ■ Capitalisation de l'expérience Nariindu afin d'améliorer les pratiques des projets et de contribuer à la rédaction de manuels de références ■ Contribution à des événements (Journée Mondiale du Lait), foires, campagnes de publicité ■ Plaidoyer auprès des pouvoirs publics

Plus d'informations sur le projet Nariindu sur le site <http://filiere-lait-niger.iram-fr.org/>

Le projet bénéficie des soutiens suivants. Cet article ne représente pas nécessairement la position des bailleurs.

